

## POUR LA BANQUE MONDIALE, ASSISTANT LE CNES

## L'Algérie doit améliorer sa bonne gouvernance

En collaboration avec la Banque mondiale, le Conseil national économique et social (Cnes), a organisé, hier au Palais des nations (Club-des-Pins), un colloque consacré à la thématique des : « Libertés économiques, Gouvernance et pauvreté. » Une rencontre marquée par la présence du

directeur du département Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena) à la Banque mondiale, Théodore Ahlers, du directeur à l'Institut de la Banque mondiale pour les questions de gouvernance et de transfert des connaissances, Daniel Kaufman, ainsi que celle d'experts étrangers et de représen-

tants de la société économique et civile organisée. Dans leurs interventions, au demeurant académiques, ces experts ont clairement insisté sur le rôle majeur de la bonne gouvernance dans le développement, Théodore Ahlers estimant qu'« il y a une relation forte entre le développement et la qualité de gouvernance ». Pour sa part, le directeur de l'Institut de la Banque mondiale a relevé que la région Mena souffre d'un déficit en matière de gouvernance, perçue dans ses dimensions politique, économique et institutionnelle, comparativement à d'autres régions du monde ». Selon Daniel

Kaufman, l'amélioration de la gouvernance en Algérie, en dépit des progrès enregistrés durant les dernières années, peut offrir un meilleur climat d'investissement, avec une hausse du revenu par habitant de quelque 300% à long terme.

La gouvernance, le président du Cnes, Mohamed Seghir Babès, la conçoit, quant à lui, liée à « l'efficacité d'une action publique pleinement continue, universelle et intégrée » ainsi que la « valorisation du capital humain et son inscription dans la durabilité ».

C'est dans ce double paradigme que s'inscrivent les grands dossiers de la

réforme de l'Etat, celle de la justice et de l'éducation, selon le président du Cnes qui a dressé l'évolution de la gouvernance dans notre pays depuis 1999.

Dans ce paradigme, Mohamed Seghir Babès a inscrit également l'action de l'instance consultative qu'il préside et dont la fonction essentielle est d'« assurer la permanence du dialogue social et de la concertation en vue de renforcer la démocratie ».

En ce sens, le Cnes, selon son président, s'est fixé cinq objectifs dans le cadre de son programme 2006 et des orientations sur le moyen terme (2007-

2009). La finalité étant, selon Mohamed Babès, d'« adosser le mandat du Cnes aux standards universels les plus avancés et à consacrer les années 2006-2007 à l'impulsion de cinq rapports annuels sur le développement humain, la pauvreté, les libertés économiques, la gouvernance et l'économie fondés sur la connaissance ».

En ce sens, Théodore Ahlers a affirmé la volonté de la Banque mondiale d'étendre son champ d'action en collaboration avec le Cnes, dans l'objectif de « consolider la bonne gouvernance en Algérie ».

C. B.

EN PERSPECTIVE DES  
ECHEANCES ELECTORALESLe Ciddef lance le débat sur  
les questions féminines

Les partis politiques ne sont plus désormais les seuls à se mettre en pré-campagne électorale. Conscient des enjeux des prochaines échéances électorales, le mouvement associatif est également en lice, mais avec l'objectif de mettre ces mêmes partis politiques devant leurs responsabilités envers le peuple. Elle est, en effet, courageuse et honorable l'initiative de campagne de sensibilisation qui va être lancée dès la semaine prochaine par le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Ciddef). Celui-ci invite les différents partis politiques (FLN, RCD, MSP, PT, FNA, MDS, El Islah) à prendre part à une série de conférences-débats sur des thèmes liés à la situation sociale, économique, politique et juridique de la femme et de l'enfant en Algérie. Sept thèmes ont été ainsi retenus. La première conférence portera sur la place de la femme dans la société et le droit. Cette thématique ouvrira le débat sur la participation de la femme en politique, débat inscrit dans les activités politiques des partis, sans pour autant faire l'objet de propositions concrètes qui facilitent cette participation. Dans un memorandum élaboré et présenté au président de la République, le Ciddef a mis en exergue le déséquilibre enregistré au niveau des deux Chambres parlementaires en matière de représentativité. L'Assemblée populaire nationale est, a-t-on signalé, masculine à 94 %. Seulement 6% de femmes siègent au Parlement. Le déséquilibre est encore plus apparent dans la seconde Chambre, avec 4 femmes siégeant parmi 144 membres, soit un taux de moins de 3 % au Sénat. Ainsi, la mise en place d'un système de quotas est perçue comme une solution transitoire par certains partis politiques, qui aspirent également à obtenir la parité dans les instances dirigeantes de leurs partis et sur les listes électorales. L'occasion est ainsi donnée aujourd'hui, à quelques mois des échéances électorales, aux partis de revoir leurs listes de candidatures et d'équilibrer entre les hommes et les femmes. Faudrait-il, d'abord, encourager et sensibiliser la gent féminine à se porter candidate en force. Lors de la conférence-débat que le Ciddef prépare pour le 14 février prochain, les partis politiques seront sensibilisés et amenés à prendre des engagements dans ce sens. Par ailleurs, d'autres thèmes aussi importants que majeurs seront soumis aux débats du Ciddef. Il s'agit du code de la famille, le travail des femmes, la santé de la femme et de l'enfant, les femmes et les enfants dans la rue et enfin les violences à l'égard des femmes.

Rosa Mansouri

## LUTTE ANTITERRORISTE

Berlin veut renforcer sa  
coopération avec Alger en  
matière de sécurité

L'Allemagne et l'Algérie entendent renforcer leur coopération en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme, par la mise en place d'un groupe de travail commun rassemblant ministères et services secrets, a dit samedi une porte-parole du ministère de l'Intérieur allemand. Elle confirmait ainsi des informations de l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Selon le magazine, le secrétaire d'Etat allemand à l'Intérieur, August Hanning a effectué la semaine dernière une visite en Algérie, au cours de laquelle il a remis aux autorités du pays une liste de terroristes présumés de nationalité algérienne. L'Allemagne est prête à extradier ces suspects, mais veut s'assurer qu'ils seront traités conformément aux règles d'un Etat de droit, et qu'ils ne seront pas torturés. Berlin et Alger devraient signer à l'automne un vaste accord sur les questions de sécurité, selon *Der Spiegel*.

49<sup>e</sup> EDITION DU SALON DES VACANCES A BRUXELLES

## L'Algérie à l'affiche

L'Algérie sera présente à la 49<sup>e</sup> édition du Salon des vacances à Bruxelles (Belgique) qui s'étalera du 08 au 12 février prochains, selon un communiqué de presse de l'Office national du tourisme.

La manifestation s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de promotion touristique et conformément au plan promotionnel de l'année 2007, pour ce qui a trait à la participation aux manifestations touristiques internationales. Ceci afin de valoriser les objectifs de la nouvelle stratégie de développement du tourisme durable.

Après le succès fou qu'avait rencontré le Salon des vacances de Bruxelles 2006, dépassant même les 100 000 unités, soit une hausse de 5% par rapport à l'édition de l'année précédente. L'Algérie est aux côtés de 51 pays participants à cette manifestation. Une opportunité saisie pour draguer le marché touristique en Europe afin de promouvoir la destination Algérie. 673 exposants tant publics que privés et gravitant autour des secteurs du tourisme et des voyages, de l'hôtellerie et des loisirs ont manifesté

leur intérêt. Ce salon comprendra cette année quatre pavillons : Belgique, France, de l'Europe et du Bassin méditerranéen ainsi que les destinations éloignées. Le tout étalé sur une superficie globale évaluée à 35 000 m<sup>2</sup>.

Il y aura également l'édition d'un magazine du salon destiné à aider les exposants à vendre leurs produits avec un tirage estimé à 500 000 exemplaires.

L'ONT considère cette manifestation d'importance. Ceci eu égard à la place que donne le Belge au tourisme. Jouissant d'une large culture, toujours à la recherche d'un climat chaud et d'espaces naturels diversifiés, le touriste belge est un consommateur à part. Il consacre un budget copuleux et programme plusieurs périodes de vacances dans l'année et débourse 70 euros/jour, soit plus de 70% de ses dépenses journalières.

Pour cela, l'Office national du tourisme a réservé un stand d'exposition de 100 m<sup>2</sup>, équipé de tous les moyens de communication nécessaires à la réalisation des différentes actions de promotion. Le décor du stand reflète quant à lui le patrimoine touristique

algérien et ses potentialités. Le stand Algérie et tout ce qu'il englobe, selon la même source, comme banque documentaire de qualité, permettra à tous les intervenants du secteur de concrétiser diverses opérations de communication et de promotion. Cela, dans les meilleures conditions à même de leur permettre de convaincre le visiteur et les professionnels du produit touristique algérien dans la mouvance du commerce touristique international.

Notons que le marché belge constitue à coup sûr un marché touristique important en ce sens que ce pays jouit d'une situation géographique le propulsant au centre des axes de communication reliant les pays européens.

Le Salon des vacances de Bruxelles se tient à un moment fort propice pour la promotion de nos divers produits touristiques, d'autant qu'il coïncide parfaitement avec la recherche de nouvelles destinations.

Les cinq jours de la manifestation permettront d'avoir un contact direct avec les exposants et les clients pour choisir la meilleure et la plus adéquate destination touristique.

S. Benkhemou

## BOUIRA

Les citoyens d'Ahnif ferment le siège  
de l'APC et bloquent la RN 5

Pour protester contre l'implantation de l'usine de plâtre médical hors de leur commune alors que le gisement se trouve sur leur territoire, des dizaines de citoyens de la commune d'Ahnif ont procédé, hier, aux environs de midi et pendant trois heures, à la fermeture de l'APC ainsi que de la RN 5.

D'après un représentant du comité citoyen de cette commune, le problème qui a été soulevé depuis plus d'une année et qui est connu par les autorités de la wilaya est simple.

Le gisement de plâtre de très haute valeur commerciale et qui est confié à l'entreprise Cosider, en parte-

riat avec une entreprise allemande, devait être implanté dans le territoire de la commune d'Ahnif, c'est-à-dire dans la même commune où existe le gisement. Depuis que le projet d'exploitation de ce gisement a été mis en avant, les citoyens de cette commune située à 40 km à l'est de Bouira, refusent que les villages situés à la périphérie directe de ce gisement reçoivent uniquement la pollution et la poussière. Ils insistent à ce que, si exploitation il y avait, celle-ci devrait se faire sur le territoire de la commune.

Dans leur philosophie, les villageois savent que l'implantation d'une usine de

grande envergure près de ce gisement, les désenclaverait définitivement.

En novembre dernier, les mêmes villageois avaient proposé à ce qu'un expert du cadastre sorte sur le terrain pour faire le bornage des deux communes d'Ahnif et El-Adjiba et savoir officiellement de laquelle des deux communes dépend le terrain d'implantation de l'usine.

Car, il faut savoir que Cosider avait choisi un terrain qui est administrativement parlant la propriété de l'APC d'El-Adjiba alors que les citoyens d'Ahnif disent qu'historiquement, ce terrain relève de leur commune. Deux mois sont passés

sans que les choses soient clarifiées.

Ce samedi, las d'attendre, les citoyens se sont d'abord déplacés vers le site pour arrêter les travaux, mais il n'y avait personne. C'est alors qu'ils se sont rabattus sur le siège de l'APC et la RN 5 pour attirer l'attention des pouvoirs publics.

Après trois heures de fermeture, les citoyens qui n'ont été ni contactés par les autorités de wilaya, ni inquiétés par les forces de l'ordre, ont décampé. Ils comptent renouveler l'opération jusqu'à ce que les responsables daignent les écouter.

Y. Y.